



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

COPIE

Annecy, le 27 mai 2019

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°PAIC-2019-0077

portant mise en demeure – S.A.S. FRANSANO à CHAVANOD – n° SIRET : 422 650 259 000 27

VU le code de l'environnement et notamment son livre I et son article L. 171-8 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de Monsieur Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016 – 0072 du 21 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une installation de traitement de surface ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 30 avril 2019 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 30 avril 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de la S.A.S. FRANSANO ;

CONSIDERANT que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées lors de l'inspection du 2 avril 2019 montrent le non-respect des articles 7-1-2-6-3, 7-1-2-6-6, 6-3-3-2-3 et 6-8-1-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016 – 0072 du 21 octobre 2016 ;

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement, afin que le président de la S.A.S. FRANSANO respecte les prescriptions édictées par les articles 7-1-2-6-3, 7-1-2-6-6, 6-3-3-2-3 et 6-8-1-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-0072 du 21 octobre 2016 ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er}:

Dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, le président de la S.A.S. FRANSANO, n° SIRET 422 650 259 000 27, dont le siège social est établi Z.A.C. Altaïs, 12 rue Cassiopée – 74 650 CHAVANOD est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 7-1-2-6-3 de l'arrêté préfectoral n°2016-0072 du 21 octobre 2016 en installant un déclencheur d'alarme au point bas des capacités de rétention de plus de 1 000 litres.

Article 2 :

Dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, le président de la S.A.S. FRANSANO, n° SIRET 422 650 259 000 27, dont le siège social est établi Z.A.C. Altaïs, 12 rue Cassiopée – 74 650 CHAVANOD est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 7-1-2-6-6 de l'arrêté préfectoral n°2016-0072 du 21 octobre 2016 en stockant les produits chimiques dans un local fermé à clef et limité au seul personnel habilité à cet effet.

Article 3 :

Dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, le président de la S.A.S. FRANSANO, n° SIRET 422 650 259 000 27, dont le siège social est établi Z.A.C. Altaïs, 12 rue Cassiopée – 74 650 CHAVANOD est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 6-3-3-2-3 et 6-8-1-2 de l'arrêté préfectoral n°2016-0072 du 21 octobre 2016 en apposant sur chaque récipient contenant un déchet un étiquetage permettant de reconnaître le déchet, ainsi que les caractéristiques de danger conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP.

Article 4 :

Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l'article 1^{er} ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 5 :

A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L 171-8 II du même code.

Article 6

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

En application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7

Madame la secrétaire générale de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à monsieur le maire de la commune de Chavanod.

Pour le Préfet,
La secrétaire générale,


Florence GOUACHE